

CE TRAITÉ D'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES VERS QUOI NOUS ALLONS

TILMAN RUFF, co-président des IPPNW

(traduction : AMFPGN)

La première session de la conférence historique pour l'établissement d'un traité destiné à interdire les armes nucléaires et à parvenir à leur élimination vient juste de finir.

Son contenu, son développement et sa signification sont extraordinaires !

Il y a eu 132 pays participants, nettement plus que les 123 pays qui avaient voté la résolution de l'ONU mandatant cette négociation.

La réelle nouveauté de cette conférence ne se situe pas dans son inconcevable boycott - c'est la première négociation de l'ONU pour un désarmement nucléaire depuis 20 ans ! - par un groupe d'états qui s'arrogent le droit particulier de menacer l'humanité d'une incinération radioactive. La véritable nouveauté, la plus importante, reste que les 2/3 des gouvernements dans le monde ainsi que la majorité des organisations internationales de la société civile, dont la Croix rouge, se sont retrouvés ensemble, dans la même pièce, pour négocier un traité destiné à débarrasser le monde de la plus terrible de toutes les armes : **un traité qui va changer notre monde !**



Les procédures de toute réunion de l'ONU, qui entraînent habituellement des retards et nuisent à la

continuité des travaux de fond, furent acceptées en quelques minutes. Dans ce domaine, l'absence et le silence de ceux qui sont opposés à un traité d'interdiction des armes nucléaires, se sont révélés bénéfiques !

Le rôle majeur des 3 conférences internationales sur l'impact humanitaire des armes atomiques est apparu évident : la grande majorité des états ont fait, dans le débat, référence aux conséquences humanitaires catastrophiques de l'utilisation des armes nucléaires,

sous quelque forme que ce soit, à

Un traité qui va changer le monde

l'impossibilité de toute attitude efficace en réponse, et au danger réel et croissant de guerre nucléaire, aussi longtemps que de telles armes existent. Cette conférence veut imposer l'urgence de leur élimination en commençant par leur interdiction.

Beaucoup de délégués étaient complètement informés sur les travaux réalisés par l'IPPNW au sujet de « la famine nucléaire », car la sous-alimentation de millions d'individus est un risque supplémentaire majeur d'une guerre régionale atomique, même s'il n'est utilisé qu'une petite fraction de l'arsenal nucléaire mondial.

Nous pouvons être fiers que nos efforts pour expliquer durant des décennies, documents et expertise à l'appui, les conséquences de toute guerre atomique, aient porté leurs fruits. Nous avons ainsi contribué à éclairer de nombreux gouvernements sur la réalité et les conséquences du fléau nucléaire. Ces connaissances se transforment maintenant en actes.

Il y a eu un très large accord sur ce que doit être ce traité, en détaillant certains aspects (qui auraient pu être des écueils), par des approches diverses mais convergentes.

Voir à ce sujet les commentaires sur le blog de JOHN LORETZ au 4ème jour de la conférence avec le titre suivant : « Ouvrir la voie pour l'interdiction ».

Il y a eu de profondes discussions, dans la volonté de réduire les différences, mais peu de divergences, car, bien plus qu'une simple succession de déclarations préparées à l'avance (comme trop souvent à l'ONU) on a assisté à une vraie discussion, avec des gouvernements soucieux d'identifier les questions et les domaines qui demandaient encore des éclaircissements, et de ce fait ouverts à plus d'arguments, plus de données indiscutables.

Leurs excellences JORGE LOMONACO ambassadeur du Mexique, et HELENA NOLAN, ambassadrice d'Irlande, ont géré de main de maître les échanges durant la première semaine de négociation. L'atmosphère aussi positive que constructive des discussions s'est poursuivie jusqu'au dernier jour de la session, consacrée aux aspects institutionnels. Cela préjugeait un débat plutôt aride comparé au but et aux dispositions fonctionnelles du traité. En fait, la conférence s'est attachée à identifier les éléments fondamentaux nécessaires pour une mise en œuvre effective du traité. HELENA NOLAN a noté qu'aucun observateur de cette démarche collective ne pouvait désormais douter de son sérieux. Il y a eu un soutien unanime au TNP, jugé très important, avec un souhait de continuer à l'appliquer.



Il y a eu un large accord sur de nombreux points, par exemple :

- Que le traité pourra être effectif quand il sera ratifié par un nombre minimum précis de pays, sans conditions concernant tel ou tel pays ou groupe (cela

signifie sans mentionner de qualifications particulières comme l'appartenance au conseil de sécurité : la signature des USA ou de la Russie n'est pas une condition de l'application du traité).

- Que le traité pourrait être de durée indéterminée mais néanmoins accessible pour des amendements.
- Que tout pays pourra rejoindre le traité à condition qu'il accepte sans réserve toutes ses recommandations.
- Que des réunions régulières des états membres pourraient se tenir.
- Que le traité devrait se doter d'une organisation active, comme un secrétariat, pour aider à sa mise en œuvre.

Tous les sceptiques, gouvernements ou diplomates, qui estimaient impossible de négocier un traité de désarmement à l'ONU, sans la participation des puissances nucléaires ont eu tort ! La conférence s'est parfaitement déroulée, une fois adoptées les règles de procédures, et rassemblées les opinions des états.

C'est fait : de sérieuses négociations sont engagées, dans la suite de cet excellent départ, que beaucoup d'entre nous n'avaient osé espérer !

La présidente de la session de clôture, son excellence ELAYNE WHYTE, ambassadrice du COSTA RICA, a mis l'accent, en espagnol et en anglais, au cas où cela aurait échappé à certains, sur sa détermination à appliquer en urgence ce mandat de l'assemblée générale de l'ONU, pour incarner, compléter puis adopter un texte servant de base au nouveau traité d'interdiction. La phase finale est programmée le 7 JUILLET 2017, juste dans 14 semaines après la clôture de cette session mémorable.